	<b>OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE</b> (délivrée par le Maire au nom de la commune)
<b>DEMANDE DE DECLARATION PREALABLE</b> déposée le : 03/08/2022	<b>Dossier n° DP 07010 22 A0142</b>
par : <b>ENERGYGO ENERGYGO</b>	Surface de plancher : <b>m²</b>
demeurant : <b>5/7, Avenue de Poumeyrol 69300 CALUIRE ET CUIRE</b>	Destination : <b>Installation d'un système photovoltaïque (panneaux solaires en surimposition)</b>
Terrain sis : <b>15 Rue de la Croisette 07100 ANNONAY</b>	Réf. Cadastres : <b>AL5</b>

**LE MAIRE,**

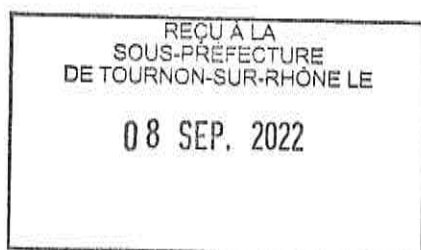
VU la demande de DECLARATION PREALABLE susvisée,  
VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.421-1, L.421-6, L.422-1, L.422-5, L.423-1, L.424-1, L.424-7,  
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 juin 2019.,  
VU le règlement de la zone Np et 1AU,  
VU l'affichage du dépôt de la demande en mairie le 03/08/2022  
VU l'avis défavorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 08/08/2022,

**Considérant** que l'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable. Les articles L.632-1 et L.632-2 du code de l'urbanisme sont applicables.

**Considérant** que ce projet, en l'état, n'est pas conforme aux règles applicables dans ce Site Patrimonial Remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur, l'Architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord.

**ARRETE**

**Article Unique : Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.**

ANNONAY, le **31 AOUT 2022**

Le Maire, Simon PLENET

  
Et par délégation, Catherine MOINE  
Conseillère déléguée, en charge de l'urbanisme

En application de l'article L.424-7 du code de l'urbanisme, la présente décision est transmise au préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de la présente notification et de sa transmission au préfet.

**Délais et voies de recours :** Cette décision est susceptible d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Lyon. Compte-tenu des circonstances exceptionnelles, ce délai débutera à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire fixée par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID19.